

និវេទនកថា

Manifeste Du Conseil de transition démocratique



ក្រុមប្រឹក្សាអន្តរកាលប្រជាធិបតេយ្យ



Manifeste

Du Conseil de transition démocratique

Table des Matières

Introduction	4
I) Les partis opposition.....	6
II) Les causes profondes et récentes de la grande manifestation du 7, 15, 16, 17 septembre à Phnom Penh.....	7
III) Un Cambodge moderne, sans Hun Sèn, ni le PPC.....	9
IV) La société khmère : la liberté, les Droits de l'Homme, le communisme, la monarchie	10
V) Un Cambodge avec Hun Sèn/PPC et un Cambodge perçu par la nouvelle génération	13
VI) Les Cambodgiens et le communisme	14
VII) Le sens de la manifestation.....	15
VIII) Les perspectives.....	17
Un gouvernement sans peuple et un gouvernement avec le peuple.....	20

Introduction

Les événements qui se sont produits à Phnom Penh, voire dans tout le pays, pendant la campagne électorale législative du juillet 2013 ainsi que les manifestations du 7, 15, 16 et 17 septembre 2013 sont fort significatifs et chargés d'espoir. Les Cambodgiens, jusque là connus à tort comme un peuple qui se pliait aux quatre volontés des despotes qui ont été mis à la tête du pays par les puissances étrangères, ont montré pendant ces journées historiques, leur détermination inébranlable de mettre un terme au traitement humiliant qui leur est réservé depuis la nuit des temps. Les soulèvements populaires sont monnaie courante dans toute l'Histoire du Cambodge dont les plus connus sont la révolte contre les rois irresponsables, contre le brahmanisme au XIV^{ème} siècle, celle de Kân au XVI^{ème} siècle (1512-1525), les diverses insurrections contre la présence française au 19^{ème} et dans la première moitié du XX^{ème} siècle, la manifestation du 18 avril 1925, la manifestation organisée par un groupe de patriotes le 20 juillet 1942, la lutte pour la démocratie organisée par les premiers démocrates khmers dans les années 1940, la destitution du prince Sihanouk en mars 1970 de la tête de l'Etat... N'en déplaise à ceux qui voient dans ces séditions de simples rebellions sans lendemain, les despotes les plus cruels n'en avaient pas moins vu leur orgueil démesuré mâté par la sanction populaire de façon péremptoire. Certes, à chaque étape, certaines séditions se sont heurtées à des difficultés insurmontables mais elles ont contribué à faire évoluer la nation entière vers la justice, la liberté et le progrès. Cependant, les Cambodgiens ont acquis depuis une expérience telle que rien désormais ne peut les détourner de leurs revendications et objectifs.

La manifestation des journées de 7, 15, 16 et 17 septembre 2013, n'est que la suite des séries de contestations contre les tyrans qui, tout le long de l'Histoire du pays, ont mené la vie dure à ce peuple. Les partis d'opposition, pour lesquels la majorité des électeurs ont voté dans l'espoir de changer la direction du pays, y voient

toutefois une simple manifestation populaire qui proteste contre les résultats trichés du gouvernement en place mais ne perçoivent pas l'ampleur et la portée de cette volonté irréductible et inextinguible d'une nation de mettre fin à un régime dictatorial colonisé depuis 1979 par le Viêt-Nam communiste et soumis à la volonté de la Chine hégémoniste depuis le départ des dernières troupes françaises. Cette manifestation n'est donc pas la première dans l'Histoire contemporaine du Cambodge mais marque cette fois le réveil d'un peuple longtemps réprimé. Enfermé dans un obscurantisme répréhensible depuis la grande Alliance khméro-chinoise dans les années 60, il peut finalement en sortir grâce aux informations objectives auxquelles il a désormais accès. Aujourd'hui, il est plus déterminé que jamais à se libérer à la fois du colonialisme vietnamien et chinois auquel le prince Norodom Sihanouk avait ouvert les portes, et du carcan auquel les Cambodgiens sont condamnés. Les temps ont changé : grâce à la nouvelle technologie, les mensonges et les dialectiques fallacieuses n'ont plus droit de cité après un demi-siècle de marasme et de désarroi intellectuel imposés par les nouveaux colonialismes. La Manifestation du 7, 15, 16 et 17 septembre marque également une ère nouvelle pour le Cambodge : les méthodes surannées qu'utilisent encore les dictateurs, qui se cachent derrière les apparences démocratiques, n'auront plus d'impact sur la nouvelle génération laquelle se tient prête à faire entrer sa patrie dans le monde moderne. A travers cet événement, il est important de voir à quel point le courage du peuple khmer dément les opinions mal fondées de ceux qui croyaient et qui croient encore pouvoir le manipuler ou le détourner des objectifs qu'il s'est fixés depuis belle lurette et qui s'exprime finalement, à la grande surprise des partis politiques d'ailleurs, à l'occasion des élections législatives du 28-29 Juillet 2013, auxquelles, pour une raison ou pour une autre, le plus grand parti d'opposition a participé .

1) Les partis d'opposition:

Les élections qui ont eu lieu le 28 et 29 Juillet se sont prononcées en faveur du parti *Sangkruos Cheat* mais, comme dans les élections postérieures à 1993, le PPC a encore triché dans le noir dessein de rester de façon indéterminée au pouvoir afin de défendre l'ambition de Hanoï et de Pékin. *De jure*, le coup de force de 1997 a déjà mis un terme à la légalité du régime mis en place par l'ONU. Celui qui suivit le coup d'Etat de Hun Sèn, en effet, n'est qu'un retour forcé au régime mis en place par Hanoï en 1979 mais les acteurs politiques cambodgiens et les pays concernés par les Accords de Paris de 1991 n'en continuent pas moins, dans cette confusion où la rupture juridique est consommée, à s'y cramponner pour défendre leurs propres intérêts personnels respectifs. Cet état des choses a fait souffrir atrocement les Cambodgiens car Hun Sèn, fort de l'appui des pays communistes régionaux, en a profité pour installer un régime dictatorial pour spolier le peuple khmer de tous ses droits les plus élémentaires. Il n'est pas utile de mentionner encore une fois ici toute la fresque car la presse et les historiens ont déjà fait le travail. Il s'avère utile toutefois de souligner, en l'occurrence, ce que voulaient les manifestants au cours de ces journées historiques du 7, 15, 16 et 17, cet événement sans précédent – qu'aucun parti politique n'avait prévu ni son émergence ni son ampleur – c'est la disparition pure et simple du régime et sa législation bancale. Le parti d'opposition, qui avait visé un autre but sans doute moins édifiant, s'en est servi pour arriver à ses fins. Mais, rien n'arrête plus cet élan dont l'affaiblissement équivaldrait à la mort de la nation entière au profit de l'annexionnisme du Viêt-Nam et de l'hégémonie de la Chine communiste. Les politiciens de l'opposition envisagent un compromis, une troisième voie, qui n'existe pas dans ce contexte, mais ne peuvent se passer de cette démonstration de force populaire. Quels que soient les moyens mis en œuvre pour l'étouffer ou l'écraser purement et simplement, les Cambodgiens demeureront toujours inflexibles et continueront toujours à se libérer de ce joug on ne peut plus sata-

nique. Au moment où les acteurs politiques – ceux au pouvoir et ceux de l’opposition – tentaient de négocier pour préserver leurs intérêts propres au détriment de l’aspiration populaire – les Cambodgiens s’organisent pour libérer le pays à tout prix, jugeant que le moment est venu et que s’ils ne durcissent pas leur position, c’est la dernière chance qu’ils perdraient. Quels que soient les obstacles et les supercheries imaginés par les politiciens et leurs sponsors pour les en détourner, la lutte continue. C’est dans cet esprit qu’un « Conseil de transition » est institué. Il « représente la volonté irréductible du peuple khmer » qui n’acceptera aucun compromis avec les tyrans, « ne reconnaîtra ni l’Assemblée nationale convoquée le 23 septembre, ni aucun gouvernement issu de cette représentation truquée » qui, non seulement a « violé les principes constitutionnels mais bafoue de façon arrogante la volonté du peuple khmer ».

II) Les causes profondes et récentes de cette grande manifestation

Les Accords de Genève de 1954 ont restitué au Cambodge tous ses droits perdus après l’occupation clandestine des troupes nord-vietnamiennes qui, avant lesdits Accords, avaient utilisé le territoire cambodgien pour former des mouvements militaires et paramilitaires, qui sont devenus des Khmers rouges dans les années 60-70. Ces activités, qui portaient gravement atteinte à la souveraineté du Cambodge, s’effectuaient, en effet, dans perspective de la politique de la fédération indochinoise, un rêve cher à Hô Chi Minh qui, pour atteindre cet objectif, avait fondé en 1930 le Parti communiste indochinois.. Mais le prince Norodom Sihanouk a tout fait pour saboter ces accords de 54 afin de placer le pays dans l’orbite des communistes vietnamiens et chinois. A l’origine de cette fourberie était la haine que Sihanouk vouait pour les élites khmères à qui incombait la tâche de moderniser les institutions nationales. L’on se souvient qu’en 1952, il avait déjà opéré un coup d’Etat contre le gouvernement de Huy Kanthoul pour chasser les démocrates khmers du pou-

voir et ce dans des conditions extrêmement dramatiques. L'Occident, à tout le moins la France, avait aidé le pays à construire un Cambodge indépendant et relativement moderne après 1953 mais dans le contexte de la guerre froide, Sihanouk en avait profité pour aider les communistes à s'installer dans le territoire khmer pour saboter le processus de modernisation de facture occidentale qu'il abhorrait. Beaucoup de patriotes – dont Sam Sary, Preap In, Chau Bory - ont été humiliés et exécutés dans des conditions atroces. Face à l'implantation des forces communistes vietnamiennes dans le territoire khmer et à laquelle Sihanouk avait donné l'aval, l'Assemblée nationale, jugeant le danger imminent, l'a destitué le 18 mars 1970. Il rejoignit alors les Khmers rouges et avec la bénédiction de Pékin et l'armée communiste vietnamienne, il renversa le gouvernement pro-occidental de Lon Nol. Mais, après l'avènement des Khmers rouges en avril 1975, Pékin soutint les Khmers rouges et depuis utilise le prince comme un pantin pour tromper le peuple khmer. Le régime khmer rouge massacra près de la moitié de la population civile. Dans le conflit qui opposait à cette période les communistes chinois et vietnamiens, appelé Frères ennemis, Hanoï avec l'aide de l'URSS, a renversé le régime khmer rouge pro-chinois et l'a remplacé par un autre régime communiste pro-vietnamien dont fait partie Hun Sèn. Les Accords de Paris de 1991 ont mis fin au conflit et avec l'intervention de l'ONU, ont tenté de restituer les droits au peuple khmer. Mais, pour Sihanouk comme pour les communistes chinois et vietnamiens, les Accords de Paris signifient le retour imminent des élites khmères qui avaient survécu au massacre systématique programmé en 1975-1979 par les maîtres de Pol Pot pour priver le pays des ses élites. Le coup de force de 1997 a opéré un retour à la colonisation vietnamienne sans se départir pour autant de l'étiquette de la démocratie, condition *sine qua non* pour justifier l'aide de la communauté internationale dont bénéficie le Cambodge en vertu des Accords de Paris de 1991. Des élections truquées ont été organisées pour maintenir éternellement Hun Sèn au pouvoir. Les politiciens d'idéologies diamétralement opposées étaient aussi de la partie

dans ces mascarades juridiques sous des formes contournées et fallacieuses. Mais les Cambodgiens et particulièrement la jeunesse khmère ont tout perdu à cause de ce porte-à-faux : leurs propriétés, leur avenir. Hun Sèn, sa famille ainsi que toute sa clique, gouvernent le pays d'une main criminelle. Le Parti d'opposition, avec à sa tête Sam Rainsy et Kem-Sokha, même étant sûr des éventuelles tricheries organisées par le PPC comme dans les élections précédentes, n'en a pas moins participé aux législatives de 2013 malgré les avertissements d'une partie de ses partisans qui y voient une astuce de Hun Sèn pour légaliser les élections aux yeux de la communauté internationale, en particulier les pays donateurs et créanciers. Ce qui devait arriver arriva comme prévu. En dépit de ce jeu diabolique, les électeurs ont voté massivement pour le parti d'opposition qui réunit les partisans de Kem-Sokha et de Sam Rainsy. Seulement, ce n'est pas tout à fait cela que les manifestants revendiquent mais la disparition pure et simple du régime de Hun Sèn placé sous les ordres de Pékin et de Hanoï dont découlent tous malheurs du peuple khmer plusieurs fois bafoué.

III) Un Cambodge moderne sans Hun Sèn, ni le PPC

Contrairement à la vue erronée du parti d'opposition *Sangkruos Cheat* qui entend à la fois récupérer leur victoire électorale en exigeant le recours à une Commission créée à cet effet, avec la participation des représentants de l'ONU, pour examiner les irrégularités électorales, et qui en même temps semble accepter a priori un compromis avec le pouvoir en place, les Cambodgiens qui ont manifesté le 7, le 15, le 16 et le 17 septembre veulent prendre la situation en main : avec ou sans le parti d'opposition. Certains prévoient déjà la deuxième issue mais n'en continuent pas moins à suivre les consignes de Sam Rainsy et Kem-Sokha et ce seulement jusqu'au moment où Sam Rainsy et Kem-Sokha tournent casaque à la dernière minute. Il va de soi que les manifestants se préparent toujours à s'organiser avec les moyens du bord pour chasser eux-mêmes ce régime dictatorial soumis à la volonté de Hanoï et de

Pékin. Ils savent pertinemment que quand bien même Sam Rainsy et Kem-Sokha collaboreraient avec Hun Sèn, ceux qui ont manifesté seront d'une manière ou d'une autre persécutés, voire éliminés physiquement, et ce sans que Sam Rainsy ni Kem-Sokha aient le temps ou la possibilité d'intervenir. Il va de soi qu'une nouvelle fois Hun Sèn de retour au pouvoir, il utiliserait les institutions et les législations bancales adaptées à sa politique de terreur, pour persécuter, massacrer jusqu'au dernier tous les opposants et ce au mépris absolu de la justice et de la volonté populaire.

IV) La société khmère : la liberté, les Droits de l'Homme, le communisme, la monarchie

Les élites khmères des années 40, 50, 60 et 70, dont les plus connues ont fondé le Parti démocrate, ont laissé un impact important à côté de la monarchie et les traditions ancestrales qui plongent leurs racines dans le bouddhisme et l'hindouisme. Beaucoup de ces « intellectuels » avaient fait des études dans des universités françaises avant de s'engager dans des activités politiques une fois rentrés au pays. Avec la création des écoles laïques et des lycées, il était facile à ces pionniers de la démocratie cambodgienne de faire évoluer la société khmère vers une conception philosophique et politique humaniste jusque là inconnue dans la culture khmère. Les institutions politiques se démocratisèrent au fur et à mesure. Dans ces années-là, l'hybride de l'humanisme français avec la culture nationale a été positif. Poètes, écrivains, philosophes et politiques, défendaient l'esprit démocratique. Mais au moment où le pays allait se moderniser selon la philosophie du temps, le Roi Sihanouk eut l'idée de se tourner plutôt vers les pays communistes en préparant activement le pays à vivre dans la dictature communiste. Il décourageait l'étude des idées modernes véhiculées par les français et l'anglais. Cette rupture progressive fut achevée par les Khmers rouges en 1975-1979 par un procédé extrêmement monstrueux : l'extermination physique systématique des Khmers et en particulier des intellectuels khmers car les idées qu'ils

portaient, étaient, en effet, jugées dangereuses pour la survie de la monarchie khmère, instrument idéal des communistes chinois pour faire plier le peuple khmer à leur volonté. Elles représentent aussi un obstacle pour les communistes ennemis de la liberté de pensée, du pluralisme. Dans les années 40, 50 et 60, une partie d'élites, qui faisaient leurs études en France, étaient conquis par le marxisme, la Chine communiste ou l'Union soviétique. Ils rentrèrent au pays pour tenter d'insérer le Cambodge moderne dans le communisme ou plus exactement à l'organisation communiste de la région, c'est-à-dire, « l'organisation communiste indochinoise » établi depuis 1930 sous la direction des vietnamiens, qui, à l'époque, luttait pour libérer les pays colonisés de l'influence occidentale. Pour devancer à la fois l'action de Son Ngoc Thanh - un intellectuel nationaliste non communiste - et les éléments gauchistes qui luttaient avec le Viêt Minh et le Laos dans un vaste mouvement communiste de fédération indochinoise pour mettre fin à la présence militaire et culturelle des Français, Sihanouk et les intellectuels conservateurs (monarchistes) ont revendiqué l'indépendance du pays et dans une confusion géopolitique la France l'avait offert pour des raisons qui lui sont propres. Malheureusement, Sihanouk prenait ombrage des compétences de ces élites non communistes. Il en résulta d'innombrables éliminations physiques : un grand nombre d'enseignants, de journalistes et d'artistes jugés indésirables, ont été sauvagement assassinés. Grâce à ce procédé criminel, il réussit finalement à pousser le pays dans le carcan des communistes chinois et vietnamiens impatients de remplacer les Français et les Américains. Les Khmers rouges ou Khmers communistes ont pris le pouvoir en 1975 et ont plongé le pays dans le chaos, en d'autres termes, l'ont enlisé dans le conflit sino-vietnamien. Les communistes vietnamiens ont renversé le régime des Khmers rouges plus ou moins inféodé à Pékin et désobéissant à volonté suprême de Hanoi, en 1979 et colonisèrent le peuple khmer. L'influence de l'idéologie occidentale (démocratie, droits de l'Homme) n'eut plus droit de cité à partir de 1975. Les intellectuels formés par les Français furent presque tous tués, même ceux

qui avaient acquis le marxisme en France. Tous les Cambodgiens, sans exception aucune, ont été dépossédés de leurs biens. Lorsque le PPRK prit le pouvoir en main au début de 1979, il n'a pas restitué ces biens aux Cambodgiens ; au contraire ils ont, plus que jamais, dépouillé le Cambodge de ses ressources, première et tertiaire, sans aucune exception au détriment du peuple khmer. De surcroît, « La libération » dont les tombeurs des Khmers rouges, soi-disant, pro-chinois se targuaient, devint une pure implantation des troupes communistes vietnamiennes: elle oblige les Cambodgiens à survivre selon la loi qui n'est pas la leur. Cette fois, les Khmers rouges pro- vietnamiens ne tuent pas les intellectuels comme l'avait fait Pol Pot mais les humilient et leur offrent deux portes : ou devenir l'esclave du communisme ou retourner à leur patrie culturelle. Les premiers sont enfermés dans une politique obscurantiste habilement dissimulée avec des universités sans programmes adéquats et la distribution injuste des mérites. Cette pratique irresponsable porte gravement atteinte au pluralisme et à l'organisation du savoir scientifique. Ceux qui avaient choisi l'exil, restent sous la pression de ceux qui, pour des raisons idéologiques ou économiques, travaillent pour les Chinois et les Vietnamiens communistes même s'ils sont à l'extérieur du pays. Mais la manifestation des journées du 7, 15, 16 et 17 septembre marque le retour en masse de ce qui reste des intellectuels non communistes des années soixante avec la nouvelle génération qui aspire à la liberté et au progrès social. Dans les années 40, 50, 60, le Cambodge avait déjà connu ses heures de modernité et se présentait comme un pays plein de promesses bien qu'une autre faction se soit laissé tenter par le maoïsme et le marxisme-léninisme qu'ils regretteront plus tard. Lorsque Hun Sèn s'obstina à constituer une assemblée et un gouvernement illégaux le 23 et 24 septembre, ces derniers sont obligés de reconnaître le bon sens du peuple khmer et de faire leur *mea-culpa* en condamnant avec la dernière rigueur celui qu'ils avaient défendu hier encore. Désormais, les élites khmères, la main dans la main, ont reconnu que même leurs parents ou grands-parents avaient adopté avec bonheur la démocratie de

facture occidentale qui régissait le pays avant l'invasion communiste.

V) Un Cambodge avec Hun Sèn/PPC et un Cambodge perçu par la nouvelle génération

La vision des politiciens dits démocrates et celle de la nouvelle génération ne sont pas tout à fait la même comme d'aucuns seraient tentés de le croire. Il est permis de penser que, malgré ses promesses pré-électorales, Sam Rainsy demeure très hésitant quant à l'aspiration de la jeunesse qui, elle, revendique la liberté de pensée et celle d'expression par rapport aux traditions ancestrales à caractère un tant soit peu contraignant et défavorable au développement intellectuel. La liberté de pensée, effectivement, est la seule garantie pour sortir un peuple de son état de sous-développement économique, comme cela se passe dans les grandes démocraties. Pour Sam Rainsy, le respect de la monarchie avec ses dérives culturelles et ritualistes est de mise. Par ce biais, la jeunesse, qui est prête à construire son avenir comme dans les démocraties libérales modernes, pourrait être réduite à un simple instrument dont le rôle consisterait à reconduire les erreurs, les archaïsmes des anciens. Par ailleurs, on voit très mal, en effet, comment Sam Rainsy se dégagerait-il de la voie tracée par Pékin avec ses alliés pro-chinois dont le roi et la Reine mère. On ne sait pas encore comment fonctionneraient les institutions démocratiques à la manière de Sam Rainsy qui, s'il maintenait un lien privilégié avec la Chine, risqueraient de sombrer dans un aristocratie où l'alternance démocratique ne fonctionnerait pas normalement comme il se doit. On voit très mal comment, dans ce contexte, Sam Rainsy va-t-il laisser le pouvoir aux jeunes de la nouvelle génération éprise de la science et des philosophies modernes. La démocratie de Kem-Sokha, sans doute plus fidèle que celle de Sam Rainsy au mécanisme d'alternance de pouvoir, risque toutefois de ne pas s'apercevoir que les temps ont changé depuis les derniers démocrates des années 40, que la mentalité a beaucoup évolué grâce au

moyen technologique ultra- moderne, celui qui constitue un des vecteurs de la grande manifestation du 7, 15, 16 et 17 septembre. Dans tous les cas, les jeunes manifestants des journées du 7, 15 , 16 et 17 voient plus loin que les deux visions ci-dessus mentionnées : avoir de réelles possibilités d'acquérir des compétences comme les autres jeunes dans le monde non communiste, avoir un emploi qu'ils méritent, voir disparaître à jamais le népotisme et l'arrogance des bien-nés, dans lesquels la corruption plonge ses racines, construire un Cambodge libre et souverain. Pour eux, pour y arriver, il faut de prime abord se débarrasser du joug colonialiste des Vietnamiens et chinois dont le régime de Hun Sèn et de PPC sont l'incarnation.

VI) Les Cambodgiens et le communisme

Après les expériences du régime khmer rouge et celui d'une autre faction de Khmers rouges pro-vietnamiens remis en selle par Hanoï en 1979, il est clair que communisme est, pour les Cambodgiens non inféodés à Hanoï et Pékin, un régime exécration. La guerre entre les deux pays communistes sur le sol khmer en 1979- 1989 fut un autre massacre au cours duquel un grand nombre de la population civile khmère a péri. L'effondrement de l'Union soviétique, avec l'écroulement du Mur de Berlin, sonna le glas des ambitions démesurées de Hanoï. L'ONU intervint alors pour régler le conflit cambodgien. Quelle que soit la nouvelle donne, les deux rivaux communistes sont toujours à couteaux tirés. Toujours est-il que l'intervention onusienne en 1992 et les Accords de Paris de 1991 n'ont pas pu libérer le pays des griffes des communistes vietnamiens et des Chinois qui tantôt s'affrontent tantôt se solidarisent face à l'adversaire commun. Le coup d'Etat de 1997 de Hun Sèn, en tout cas, renvoya le Cambodge au régime du 7 janvier 1979 qui fit suite à l'invasion vietnamienne. Le peuple khmer continue depuis d'endurer des souffrances les plus atroces et attendent l'occasion favorable de se libérer de Hun Sèn, l'homme de main des Vietnamiens et des Chinois. Dans sous peu de temps, ceux qui

avaient voté pour Hun Sèn ne tarderont pas à se joindre aux patriotes qui luttent pour l'indépendance du pays car Hun Sèn ne tardera pas non plus à montrer que lui et sa famille ont toujours défendu et ne défendront que les intérêts de Hanoï et de Pékin. Les jeunes, même diplômés, n'auront pas toujours d'emploi et seront traités comme les fils d'esclaves tandis que leurs parents se verront maltraités comme des indésirables dans leur propre pays. C'est à ce moment là que le régime du PPC n'aura plus sa raison d'être. Il s'écroulera comme un château de sable. Si, dans l'intervalle, la communauté internationale laisse les Cambodgiens régler d'abord leur problème interne, elle ne tardera pas à intervenir au moment opportun car, d'une part, la Chine ne menace pas seulement le Cambodge mais menacera toute la planète comme le nazisme, dès qu'elle en aura les moyens, et d'autre part, le Viet-Nam dont la Chine convoite également les terres, ne tardera pas à chercher un appui comme par le passé. Mais, pour l'instant, ces deux pays communistes doivent faire face ensemble à la communauté démocratique pour défendre leur chasse gardée : le Viêt Nam joue le rôle de caporal et la Chine celui de capitaine.

VII) Le sens de la manifestation

Il convient de voir dans cette manifestation géante l'expression réelle et combien ardente de l'aspiration de toute la population khmère car ceux qui ont voté sous contrainte pour Hun Sèn ne le portent pas dans leur cœur. Le moment venu, même les partisans de Hun Sèn les plus radicaux ainsi qu'un grand nombre de membres du PPC, se joindront à l'opposition dès que sa direction sera entre les mains des partisans authentiques du changement. Ceux qui défendent encore Hun Sèn, en ce moment, ne sont qu'une poignée de profiteurs, car, en fait, ils ne défendent que leurs intérêts propres. On peut dire, dans une certaine mesure, que « Hun Sèn gouverne mais ce sont les membres de sa famille et de sa clique qui en profitent le plus ». A la différence de Hanoï et de Pékin, ces derniers ne soutiendront plus celui qui leur ferait perdre leurs intérêts

personnels. Marx soulevait le problème des contradictions internes du capitalisme, mais celles du régime mis en place par les adeptes du marxisme-léninisme reposent sur une autre : le vol des biens du peuple tue le peuple sans lequel il n'y aurait plus rien sauf les étrangers. D'aucuns voient même en Hun Sèn un non Cambodgien qui ne sait gouverner que les esclaves. Or, un gouvernement démocratique authentique gouverne les hommes libres. Hun Sèn n'hésitera pas, pour les besoins de sa propre cause, à massacrer tous les Cambodgiens qui osent lui tenir tête. L'armée vraiment khmère refusera de le faire sauf peut-être les pêcheurs en eaux troubles et les troupes étrangères qui la supplantent.

Le pouvoir illégal en place peut-il ignorer la volonté du peuple khmer ? La réponse est non car sans matière première on ne peut rien fabriquer : sans les Cambodgiens la nation khmère n'existerait plus. Les Vietnamiens et les Chinois qui les remplaceraient feraient de ce territoire un canton du Viet-Nam et de la Chine.

Avant d'arriver là, il se pose la question de savoir si Hun Sèn peut gouverner le Cambodge sans répondre aux attentes pressantes des manifestants qui – il faut le souligner - ne veulent plus de lui ? Même avec la collaboration du Parti d'opposition *Sangkruos Cheat*, les Cambodgiens qui ont manifesté le 7, le 15, le 16 et le 17 septembre, n'approuveraient pas cette mascarade pour la simple raison que si Hun Sèn n'abandonne pas le pouvoir, les opposants seraient d'une manière ou d'une autre persécutés, voire éliminés jusqu'aux derniers. Plus lucides que le parti d'opposition, ces derniers – qu'ils aient plus ou moins de 30 ans - connaissent Hun Sèn et ses acolytes mieux que quiconque. Aussi, leur seule chance, c'est de s'organiser pour dépasser la simple querelle politique et politique entre les partis en présence. C'est dans cette situation qu'est né le « **Conseil de transition démocratique** » dont la stratégie est de lutter directement contre la tutelle des Vietnamiens et des Chinois en revendiquant toujours l'application des Accords de Paris de 1991. Dans tous les cas, la Communauté internationale en

est consciente : les pays démocratiques de la planète – sauf ceux qui ont des liens particuliers et pressants avec le régime - ne reconnaissent pas les résultats des élections et prennent en compte les revendications des manifestants. Dès que le régime en place sera transformé en un deuxième régime polpotien, même la Chine n'en voudrait pas et ce pour la simple raison qu'elle ne voudrait pas pour la deuxième fois être sur le banc du tribunal international, celui des Khmers rouges – dont elle tira les ficelles – le massacre des intellectuels - lui ayant déjà donné du fil à retordre.

VIII) Les perspectives

Le 23 septembre la soi-disant première session de l'Assemblée nationale de la 5^{ème} législature eut lieu sans la présence des représentants du parti d'opposition *Sangkruos Cheat*. Bien sûr, cette Assemblée est illégale car elle viole de façon on ne peut plus flagrante les principes constitutionnels. Le roi a même reçu l'ordre de Pékin et de Hanoï de présider cette première session parlementaire. Sans même attendre l'élection des vice-présidents et des diverses commissions, Hun Sèn se désigne comme le chef de l'exécutif de la 5^{ème} législature en se basant dans un premier temps sur une lettre non signée du roi. Il va sans dire que c'est un ultimatum adressé à la personne du roi, pour le forcer une nouvelle fois à commettre un acte illégal dont la monarchie khmère paiera le prix à coup sûr. La question qu'on peut se poser à ce propos est ceci : si Hun Sèn, le dictateur, haït tant le régime démocratique qu'est-ce qui le retient de se proclamer purement et simplement le chef d'un régime à parti unique ? Pourquoi a-t-il besoin de se cacher derrière les apparences démocratiques. La réponse est simple : il trompe tout simplement *le peuple khmer qui est profondément démocratique*. L'ambassadeur américain qui était présent à cette réunion a déclaré que sa présence ne signifie nullement la reconnaissance des résultats des élections par le gouvernement des Etats-Unis. Washington comme du reste l'Union européenne, a fait savoir, par ailleurs, qu'ils demandent la clarification relative aux irrégularités

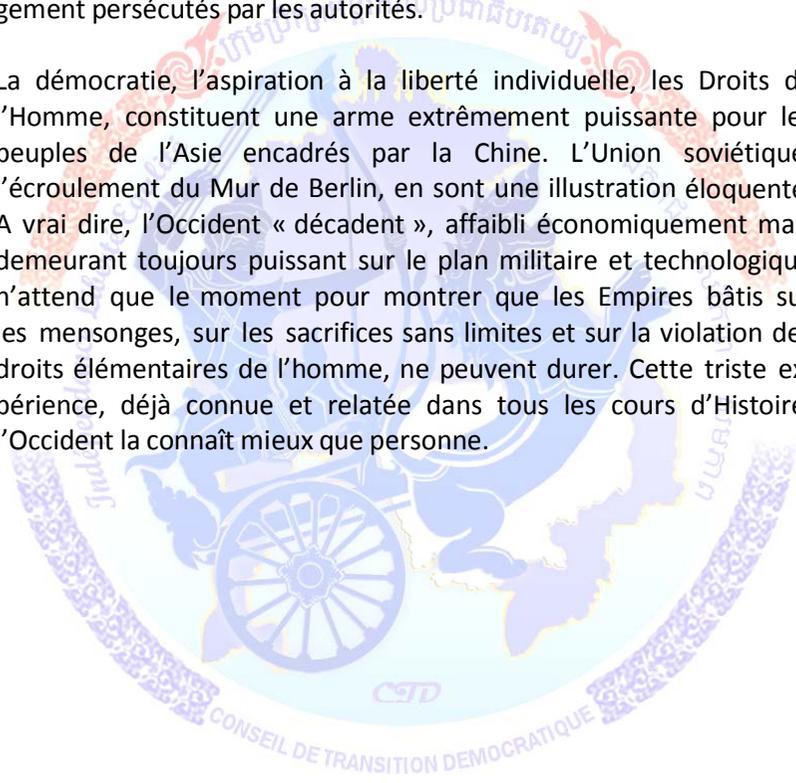
dénoncées par le parti d'opposition et, à défaut, un compromis entre les deux partis.

De ce qui précède, il est permis de penser qu'à part Pékin, Hanoï et Pyongyang, La Havane et Moscou, ainsi que les pays intéressés, le gouvernement qui vient de se désigner illégalement ne peut être reconnu par aucun gouvernement démocratique du monde entier, et ceci étant, le gouvernement autoproclamé de Hun Sèn s'engage inévitablement dans la voie choisie par le gouvernement de Pol Pot en 1975-1979. Les pays démocratiques du monde entier prendront des mesures nécessaires dont le boycott commercial et économique et la suspension de toutes les aides octroyées en vertu des Accords de Paris de 1991. La Chine ne peut se permettre d'assister le régime de façon indéterminée et se verra dans l'obligation de le traiter comme un canton chinois où les gens modestes vivent dans la misère à côté des magnats, des entrepreneurs et des cadres milliardaires du parti communiste. Le Viêt-Nam, de son côté, en profitera de plus belle pour dépouiller le pays de ses matières premières pour les vendre sur le marché international.

Les autres perspectives sont d'ordre géopolitique. Il n'est pas exclu, en effet, que les rapports de forces régionaux se modifient dans les jours à venir. La Chine, se grisant de sa puissance économique due à un système capitaliste sans droits de l'homme, ne manquera pas d'étendre son hégémonie dans la région, voire dans le monde. Cette vision n'est nullement sans fondement du fait que le forcing du développement économique de la Chine - qui entend couvrir les besoins courants du monde entier et de ce fait, accroît le nombre de chômeurs dans les autres nations développées -, suppose nécessairement des colonies, c'est-à-dire des pillages barbares des richesses naturelles des « pays amis ». On voit très mal comment elle s'y prendrait autrement, c'est-à-dire sans cette méthode déjà utilisée par les puissances coloniales occidentales. Nous verrons alors que les pays victimes de la domination de « l'Empire du centre » ne

manqueront pas de réagir de façon énergique en s'organisant avec le reste du monde. Ceux qui soutiennent la Chine aujourd'hui se verront obligés de réaliser les menaces qui pèseraient sur leurs propres nations respectives comme le cas du nazisme en 1939-1945 en Europe. La Deuxième Puissance économique mondiale se verra alors condamnée non seulement par le reste du monde mais aussi par les Chinois de la nouvelle génération qui sont aujourd'hui sauvagement persécutés par les autorités.

La démocratie, l'aspiration à la liberté individuelle, les Droits de l'Homme, constituent une arme extrêmement puissante pour les peuples de l'Asie encadrés par la Chine. L'Union soviétique, l'écroulement du Mur de Berlin, en sont une illustration éloquente. A vrai dire, l'Occident « décadent », affaibli économiquement mais demeurant toujours puissant sur le plan militaire et technologique n'attend que le moment pour montrer que les Empires bâtis sur les mensonges, sur les sacrifices sans limites et sur la violation des droits élémentaires de l'homme, ne peuvent durer. Cette triste expérience, déjà connue et relatée dans tous les cours d'Histoire, l'Occident la connaît mieux que personne.



IX) Un gouvernement sans peuple et un gouvernement avec le peuple

Comme il a été mentionné plus haut, ceux qui aujourd'hui soutiennent Hun Sèn se joindront aux opposants du régime dans les jours, les mois à venir. Un vrai gouvernement pour le peuple et par le peuple s'organise au fur et à mesure et apparaîtra au grand jour. Phnom Penh sera coupé du reste du pays et de l'autre côté des frontières, l'embargo des pays démocratiques. Cette perspective n'est guère de nature à mettre le gouvernement autoproclamé qui siège à Phnom Penh dans une position confortable à moins que le parti d'opposition ne tombe dans le piège et vole à son secours. L'interprétation de la Constitution selon une dialectique pour le moins absurde pour tenter d'échapper aux principes constitutionnels ne saurait être acceptée ni par les manifestants ni par la communauté internationale. Hun Sèn ne savait pas que ce gouvernement désigné par une assemblée nationale monopartite, allait déclencher la remise en cause et la redynamisation même de l'application des Accords de paix de Paris. Hanoï et Pékin, qui l'y ont poussé, étaient pourtant conscientes qu'il s'agit là d'un mécanisme boomerang ; mais n'écoutant que leur orgueil, et méprisant le droit international tout autant que la souveraineté des nations sans défense, elles n'en avaient cure. Et, quand le ministre des Affaires étrangères de ce gouvernement dut recourir au principe de non-ingérence, il avait oublié complètement que c'était la Chine et le Viêt –Nam qu'il visait en premier lieu, et que, d'autre part, le Cambodge est encore membre à part entière de l'ONU et de l'ASEAN. Si les manifestants ne s'organisent pas immédiatement, les représailles contre les citoyens qui ont voté pour le parti d'opposition seront impitoyables : représailles, persécutions, meurtres, assassinats, actes de déprédation, accusations sans fondement, procès,...

Le gouvernement qui vient d'être désigné par une assemblée dans

laquelle tous les députés de l'opposition ne sont pas présents, est illégal. Non seulement le Cambodge n'a pas encore de gouvernement, mais lorsque les 60 jours seront dépassés, le Cambodge deviendra un pays sans gouvernement, face au reste du monde et ce jusqu' à l'organisation de nouvelles législatives dans une nouvelle donne. Or, un pays sans gouvernement est abandonné aux griffes des prédateurs et peut aboutir à une forme d'anarchie. C'est pour éviter cet état des choses que le Conseil de transition démocratique est institué. Il réunit les personnalités, les mouvements politiques et les partis politiques soucieux de préserver le respect des principes démocratiques, des droits de l'Homme et des Citoyens, et opère un retour à la légalité reconnue par la Communauté internationale. Un programme politique sera mis sur pieds dans les prochains jours.

Phnom Penh le 20 Octobre 2013
Conseil de Transition Démocratique

Contact: transitionaldemocraticcouncil@gmail.com





ក្រុមប្រឹក្សាអន្តរកាលប្រជាធិបតេយ្យ

បោះពុម្ពផ្សាយនៅខែតុលាឆ្នាំ២០១៣

ទំនាក់ទំនង៖ transitionaldemocraticcouncil@gmail.com